

que international seront certainement l'une des grandes questions des années 80. L'urgence de ces réformes vient de s'accroître, par suite de fortes hausses des prix pétroliers qui ont frappé tout particulièrement les pays en développement non pétroliers. On prévoit que l'excédent en compte courant des pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) s'élèvera cette année à quelque \$115 milliards, et que les déficits des pays en développement non pétroliers et des membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) seront sensiblement du même ordre. Qui plus est, on prévoit provisoirement que le déficit des pays en développement non pétroliers s'accroîtra encore de \$10 milliards en 1981 pour atteindre près de 80 milliards, et que les pays de l'OCDE verront peut-être le leur chuter à moins de 20 milliards. Ces derniers continuent cependant à connaître de forts taux d'inflation et une faible croissance, en partie à cause du renchérissement des cours pétroliers.

Les besoins des pays en développement importateurs de pétrole n'ont probablement jamais été aussi grands, mais ils se font sentir à un moment où les pays de l'OCDE sont le moins en mesure d'accroître sensiblement leur aide étant donné leurs propres difficultés économiques. On retrouve au coeur du problème la cherté de l'énergie. Dans les années 70 déjà, un certain nombre des pays en développement les plus pauvres étaient forcés de réduire le volume de leurs importations en raison des prix élevés des produits pétroliers. Leur croissance en a subi les contrecoups. Ceux qui le pouvaient ont eu recours à des emprunts massifs auprès de banques privées occidentales. Par suite du récent doublement des prix pétroliers, il y a raison de craindre que certains de ces pays ne pourront plus obtenir les crédits nécessaires pour maintenir le volume d'importations souhaité, de sorte qu'ils connaîtront peut-être eux aussi un ralentissement de leur croissance.

Les pays en développement non pétroliers réclament davantage d'aide concessionnelle, un meilleur accès aux marchés occidentaux et une intensification des transferts de technologie occidentale. Les pays pétroliers cherchent à maintenir la valeur réelle de leurs recettes pétrolières, à valoriser et faire durer plus longtemps ces ressources non renouvelables, à accélérer les transferts de technologie en vue d'une diversification de leurs économies, et à maintenir leur autonomie décisionnelle en matière de production, de tarification et de commercialisation. Les pays de l'OCDE cherchent à se rendre moins tributaires du pétrole, à mieux assurer la sécurité des approvisionnements, à obtenir des augmentations plus modérées, à maintenir au minimum l'introduction de considérations non commerciales dans les marchés pétroliers et à atténuer les retombées de la hausse de la facture pétrolière sur les pays en développement importateurs de pétrole.

Ces questions sont au centre des actuelles relations Nord-Sud. Le "Sud" regroupe des pays fort différents et ayant des intérêts divergents. Pays pétroliers et pays en développement non pétroliers ont jusqu'à maintenant oeuvré, au sein du "Groupe des 77", pour faire front commun dans les négociations Nord-Sud. Ce facteur et l'effort pour traiter de toute la gamme des questions Nord-Sud expliquent en partie les frustrations qu'ont générées certains aspects du dialogue au cours des dernières années. Toutefois, toutes les parties reconnaissent l'importance vitale des questions en cause et sont résolues à continuer de chercher des moyens de faire progresser le dialogue. Les